

Menaces sur l'Emploi

Tous en grève le 29 janvier 2009

L'affaire KERVIEL suivi de la crise économique a durablement affaibli l'entreprise. Certes en comparaison d'autres établissements financiers, nous nous en sortons plutôt moins mal, mais doit-on faire l'autruche ?

Dès l'annonce de la fraude, la direction de la SG avait annoncé un plan massif de réduction des coûts appelé plan d'efficacité opérationnel destiné à générer 1 Milliard d'économies. Les premières décisions ont démontré l'orientation de ces réductions, comme d'habitude, la suppression d'emplois !

Malheureusement ce n'est qu'un début, déjà certaines filiales sont déjà touchées par des plans sociaux (voir l'exemple SOGEPROM au verso). Des patrons de DEC annoncent des restructurations avec fermetures d'agences, même le patron du réseau a annoncé que les PSC Parisiens devraient être restructurés et des délocalisations d'emplois administratifs sont déjà en cours (comptabilité fournisseurs des Services Centraux).

Les salariés de notre banque ont montré leur solidarité et leur engagement dans l'entreprise. Doivent-ils être les premiers à payer la note.

Pendant la période où tout allait bien, ils ont été les sacrifiés de la croissance. Les techniciens et la plupart des cadres ont perdu du pouvoir d'achat quand les dirigeants et hauts cadres s'engraissaient allègrement.

Le seul petit avantage que possédaient les salariés (au regard de ce que se servent les hors classes et autres) résidait dans le Plan d'Épargne Entreprise mais depuis le début de la crise, les avoirs ont fondu de 75 %.

L'État a du venir au secours des banques mais les dirigeants de la Société Générale restent sourds comme par le passé tant aux appels des organisations syndicales que du gouvernement sur les parachutes dorés, les bonus, les stocks options, les actions gratuites et dividendes versés aux actionnaires.

Il est clair que nos dirigeants n'ont rien compris. Ils veulent continuer comme si rien ne s'était passé.

La fraude Kerviel et la crise ne seraient-elles que des épiphénomènes ?

Les salariés ne sont responsables ni de la fraude, ni de la crise économique, aggravée par la crise financière, ils ne doivent pas en payer le prix.

Cette crise ne doit accroître ni l'exclusion ni les inégalités entre salariés. La CFDT exige des entreprises, du patronat et de l'État, des réponses en termes d'emploi, de pouvoir d'achat et de conditions de travail

La CFDT Société Générale appelle l'ensemble des salariés à faire grève le jeudi 29 janvier et rejoindre les manifestations, organisées par toutes les organisations syndicales, partout en France.

PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) SOGEPROM portant sur 26 suppressions d'emplois pour motif économique

Si la CFDT entend bien que l'immobilier traverse une crise majeure, elle a manifesté son désaccord quant à la procédure retenue. Alors qu'habituellement la Direction prend un engagement de résultats sur les opérations de reclassement, comme ce fût le cas avec Boursorama ou Barep Asset Management, elle s'apprête ici à procéder à des licenciements secs ! Interpellé par la CFDT, F. Oudéa a prétendu que le Groupe était dans l'incapacité de reclasser des agents spécialisés dans la promotion immobilière. La CFDT lui a fait remarquer que la liste des 26 licenciables comprenait entre autres 6 postes de secrétaires et tout au plus 6 postes spécialisés dans l'immobilier ! Réponse d'Oudéa : « *je ne connais pas la liste précise, je la regarderai avec plus d'attention...* ».

L'action des équipes CFDT a permis d'améliorer de nombreux points (*multiplication des offres de reclassement grâce à l'ouverture de nombreux postes SG, augmentation des indemnités de départ,...*) et d'obtenir l'engagement moral de la DRH de tout mettre en oeuvre pour que ce plan ne génère aucun départ contraint.

Malheureusement, la direction de SOGEPROM ne respecte ni sa parole, ni celle de la DRH et s'emploie à contourner les accords obtenus. A titre d'exemple, elle attribue des notes 0 (sur une échelle de 0 à 3) en matière de compétences professionnelles à des salariés récemment promus histoire de les pousser vers la sortie alors qu'elle s'était engagée vis-à-vis des élus à ne décerner que des notes positives.

A noter que courant 2008, la direction de SOGEPROM a unilatéralement supprimé son versement de 400.000 € auprès de la caisse de retraite complémentaire pour annoncer un mois plus tard le PSE dont le coût est estimé à...400.000 € Elle oblige ainsi les salariés à autofinancer leur propre licenciement économique dans une entreprise qui malgré la crise dégage encore d'importants bénéfices !

Si la DRH ne remet pas immédiatement de l'ordre dans le déroulement de ce PSE la CFDT saisira la justice et prendra la presse à témoin pour dénoncer ce scandale. Alors qu'Oudéa s'épanche longuement dans les colonnes de « Challenges » pour vanter les mérites de la SG en matière d'emploi et de recrutement, SOGEPROM s'apprête à licencier pour économiser 26 postes !

Résultat du 1^{er} tour de l'élection des représentants des salariés au Conseil d'Administration

La CFDT remercie vivement toutes celles et tous ceux qui ont portés leurs voix sur ses listes de candidats.

Malgré le vote électronique, le taux de participation reste faible. Les résultats de ce premier tour font de la CFDT la première organisation syndicale à la Société Générale.

Ce résultat c'est à vous que nous le devons !

C'est la reconnaissance du travail fourni par les équipes CFDT depuis plusieurs années mais aussi celle de l'implication des administrateurs salariés CFDT.

Les administrateurs salariés CFDT sont votre voix au Conseil d'Administration !

**Merci à toutes et tous et nous vous donnons rendez-vous pour
le second tour qui se déroulera du 24 au 31 mars 2009.**